
L'Europe de la sécurité intérieure

JACQUELINE MONTAIN-DOMENACH

Professeur à l'Institut d'études politiques de Grenoble

Montchrestien

Sommaire

<i>Introduction</i>	11
<i>La reconnaissance d'une Europe des libertés et de la sécurité intérieure</i>	15
La naissance du principe de libre circulation	15
Une longue élaboration	15
Les débuts difficiles de la construction européenne	15
Le Traité de Rome instituant la Communauté économique européenne (CEE)	17
L'affirmation du principe de libre circulation ...	18
Le statut du principe de libre circulation des personnes	19
La reconnaissance de droits individuels	19
La libre circulation et les ressortissants des Etats tiers	21
La réserve d'ordre public et de sécurité publique	23
La portée de la réserve d'ordre public	23
La protection des droits individuels	23
L'avènement d'une Europe sans frontières et l'enjeu de la sécurité intérieure	25
L'élaboration de l'Acte unique européen	25
Une longue marche	25
L'Acte unique européen	26
L'extension de la libre circulation dans un espace sans frontières	28
La consécration d'un espace sans frontières .	28
Vers une nouvelle conception de la liberté ...	30
La différence de traitement entre nationaux des Etats membres et ressortissants des Etats tiers	31
L'impératif de sécurité, conséquence de l'Europe sans frontières	31
L'exigence de sécurité s'affirme dans la coopération entre les Etats de la Communauté ..	32

Le cadre de Schengen et la coopération renforcée en matière de sécurité	33
Le modèle Schengen et l'évolution de la sécurité intérieure	35
L'affirmation d'une politique européenne de liberté et de sécurité	37
La libre circulation des citoyens européens, une condition de l'Union européenne	38
L'avènement de la citoyenneté européenne ..	38
Les droits liés à la citoyenneté européenne ..	38
Citoyens européens et non citoyens	39
La sécurité intérieure, une condition de la libre circulation	40
La logique du 3 ^e pilier	40
La sécurité et la protection des libertés	41
Le Traité d'Amsterdam et la reconnaissance d'un « espace de liberté, de sécurité et de justice »	42
La citoyenneté européenne renforcée	43
Pour un renouveau de la citoyenneté européenne	43
Pour une protection plus efficace des droits et des libertés	44
La garantie juridictionnelle du respect des droits fondamentaux	46
La sécurité intérieure redéfinie	48
L'enjeu de la sécurité	48
Les solutions du Traité d'Amsterdam	49
<i>La sécurité intérieure et le processus de décision</i>	<i>51</i>
La politique de sécurité intérieure et le Traité de Maastricht	51
Le processus de décision dans les domaines de la justice et des affaires intérieures	52
La méthode décisionnelle du 3 ^e pilier	53
Le rôle prépondérant du Conseil	55
Le rôle marginal de la Commission et du Parlement	56
Les instruments juridiques de la coopération intergouvernementale	57

La complexité du système	59
De l'insuffisance du 3 ^e pilier aux solutions du Traité d'Amsterdam	61
La Conférence intergouvernementale et le bilan négatif du 3 ^e pilier	62
La nature des critiques	62
De nouvelles propositions	63
Le Traité d'Amsterdam et la communautarisa- tion d'une partie du 3 ^e pilier	65
Le principe de la communautarisation d'une partie importante du 3 ^e pilier	66
Le contenu des compétences transférées dans le 1 ^{er} pilier	67
Un processus de décision spécifique	69
Le Traité d'Amsterdam et le 3 ^e pilier	70
Le contenu de la coopération policière et judiciaire en matière pénale	70
Le processus décisionnel du titre VI	71
<i>La politique de l'immigration</i>	73
La politique de contrôle des flux migratoires	73
Le contrôle de l'immigration et la coopération des Etats	74
La pratique de coopération dans le domaine du contrôle de l'immigration	74
L'intervention marginale de la Communauté en matière d'immigration	76
Les modalités de contrôle des flux migra- toires	77
Les solutions de l'Acte additionnel de Schengen	78
Le renforcement des contrôles au sein de Schengen	78
La coopération entre les Etats de l'espace Schengen	79
La politique de l'immigration dans le Traité de Maastricht	81
Le dispositif de Maastricht en matière d'im- migration	81

L'échec de la communautarisation	83
Les nouveaux enjeux de l'immigration et les conséquences sur les politiques nationales ...	84
Le renouveau de la politique d'immigration dans le Traité d'Amsterdam	85
La politique en matière de droit d'asile	86
La politique du droit d'asile dans le cadre de la coopération	87
Les orientations de la politique de coopéra- tion en matière d'asile	87
La Convention de Dublin du 15 juin 1990 ...	88
L'évolution des conceptions nationales du droit d'asile	89
La politique de l'asile dans le Traité d'Amster- dam	90
La conception générale de la politique d'asile dans le Traité d'Amsterdam	91
Les compétences du Conseil	92
8 <i>La coopération policière</i>	93
Le renforcement de la coopération policière	93
Le temps des coopérations informelles	94
La faible implication d'Interpol	94
La coopération bilatérale	96
L'importance de la coopération multilatérale .	98
L'incertitude du cadre des négociations ...	98
La lutte contre la drogue	99
La lutte contre le terrorisme	100
La coopération douanière	101
Les premières interventions de la Commu- nauté européenne dans la lutte contre le crime	102
Le développement des coopérations intergouver- nementales entre les Etats de la Communauté européenne	103
L'expérience de Trevi	103
Les Accords de Schengen	106
Le Traité de Maastricht et la coopération poli- cière	107

Les enjeux de l'institutionnalisation de la coopération policière	107
La solution du Traité de Maastricht	109
La Convention Europol	110
Le bilan de la coopération policière et les solutions du Traité d'Amsterdam	112
Le bilan du 3 ^e pilier dans le domaine de la coopération policière	112
L'amélioration des dispositions institutionnelles	113
La coopération renforcée	114
La communautarisation de l'Accord de Schengen	116
Les moyens opérationnels de l'action policière	119
Le système d'information Schengen (SIS)	119
La nature du SIS	120
La nature des données du SIS	120
L'accès et la protection des données du SIS	121
Le difficile problème de la coordination des fichiers européens	121
La définition de moyens opérationnels	121
<i>La coopération judiciaire</i>	125
Les modalités de la coopération judiciaire avant le Traité de Maastricht	125
La coopération judiciaire au sein du Conseil de l'Europe	126
La coopération judiciaire dans l'espace communautaire	127
Le difficile débat entre logique intergouvernementale et intervention communautaire	128
L'échec du projet d'espace judiciaire européen	128
La relance du projet d'espace judiciaire européen	130
Les principales modalités de coopération judiciaire	131
La coopération judiciaire dans le cadre de l'espace Schengen	132

L'entraide judiciaire en matière pénale	133
L'application du principe <i>ne bis in idem</i>	134
L'extradition	134
La transmission de l'exécution des jugements répressifs	134
L'apport du Traité de Maastricht dans la coopération judiciaire	135
Les réalisations de la coopération judiciaire dans le cadre du Traité de Maastricht	135
L'organisation au sein de Maastricht	135
L'évolution du droit de l'extradition	136
Les autres actions de coopération judiciaire .	137
Le bilan de Maastricht et le renouveau des propositions	139
Un bilan modeste	139
Vers une nouvelle réflexion	139
Les perspectives du Traité d'Amsterdam	141
Le renouveau des propositions	141
Les nouvelles solutions du Traité d'Amsterdam	143
 <i>Conclusion</i>	 147
 <i>Orientation bibliographique</i>	 149
 <i>Index</i>	 153